

Burundi : Des risques réels d'un conflit sanglant à grande échelle

Le Monde, 04.12.2015 Burundi : un militant des droits humains dénonce une volonté de « génocide politique »
 ENTRETIEN - Propos recueillis par Laure Belot Le sociologue Christian Ngendahimana, figure de la société civile burundaise, organise le dialogue entre communautés pour apaiser les tensions, dans l'esprit de l'accord de paix du 28 août 2000 signé sous l'égide de Nelson Mandela. Son travail de terrain et de lobbying pour la paix et la bonne gouvernance est désormais compromis. Le pouvoir burundais a suspendu de manière provisoire les activités de dix ONG et de nombreux militants sont réprimés.

L'association Fontaine-Isoko, que Christian Ngendahimana a cofondée en 2006, est interdite depuis le 23 novembre 2015. Lui-même, poursuivi par la justice, a dû quitter son pays. Pour lui, la question n'est pas ethnique, mais politique. « L'acharnement contre les populations des quartiers dits contestataires du troisième mandat présidentiel Pierre Nkurunziza », dit-il, « démontre une volonté réelle du pouvoir de commettre un génocide politique. Les victimes les Tutsis, les Hutus et les Batwas. » Dans le climat actuel d'extrême violence, votre association peut-elle encore fonctionner ? Christian Ngendahimana : Officiellement non. Le 23 novembre, le gouvernement a suspendu notre activité, ainsi que celle d'une dizaine d'autres organisations burundaises, par une ordonnance signée par le ministre intérimaire. Toutes ces organisations avaient osé dénoncer les violations de la Constitution et de l'accord d'Arusha. L'intention du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Depuis le 20 novembre, le gouvernement nous refuse, ainsi qu'à ces autres organisations, l'accès à nos comptes bancaires. Mais toutes ces mesures ne nous empêcheront pas de continuer notre lutte pour la restauration de la paix et la démocratie au Burundi, seuls gages d'un développement économique. Nos citoyens croupissent dans une misère sans nom dans un système politique corrompu qui a brillé par son incapacité à redresser l'économie nationale et la bonne gouvernance depuis dix ans. Les derniers mois, que réussissez-vous à faire concrètement sur le terrain ? Depuis le début de la crise politique, en avril 2015, la Fontaine-Isoko a, par le biais de ses réseaux communautaires, pu informer et documenter les violences commises. Elle a également élaboré des notes de plaidoyer qu'elle a partagées avec ses partenaires au niveau local, régional et international. Cependant, en raison de l'insécurité grandissante, certaines de nos actions ont été suspendues, comme, par exemple, l'organisation de débats sur les droits humains, la bonne gouvernance et la conciliation des communautés divisées. Ces débats impliquaient habituellement des leaders de groupements communautaires et des élus locaux. Quelle est votre situation personnelle ? Je suis poursuivi par la justice, une justice manipulée et qui accompagne le régime dans ses tendances dictatoriales. J'ai été, de fait, dans l'obligation de quitter mon pays à la répression dans le sang de manifestations citoyennes et pacifiques. Ces poursuites, arrestations et exécutions extrajudiciaires ont été orchestrées à l'endroit des défenseurs des droits humains par la police et les miliciens recrutés dans les rangs de la branche Imbonerakure, jeunesse affiliée au parti CNDD-FDD. Pour des raisons de sécurité, je ne peux pas en dire plus. Comment vous tenez-vous au courant ? La Fontaine-Isoko, comme la plupart des organisations de la société civile frappées par ces mesures injustes, est une organisation qui a de fortes assises communautaires. Le système de communication que nous avons mis en place permet l'échange d'informations en temps réel. Par ces canaux, je reste informé minute après minute sur ce qui se passe au Burundi. Comment la société burundaise vit-elle cette situation ? Depuis quelques années, le régime met tout en œuvre pour anéantir la société civile au Burundi. Créant, par exemple, des organisations de la société civile fantômes pour les monter ensuite contre les organisations classiques. Le 30 octobre, le ministre intérimaire Pascal Barandagiye a ainsi organisé une réunion à Gitega qui s'est transformée en un espace d'accusation et de diabolisation des organisations de la société civile et de leurs partenaires techniques et financiers. Alors que ces organisations n'avaient fait qu'organiser des manifestations citoyennes et pacifiques pour s'opposer à la violation de la Constitution et de l'accord d'Arusha. Les défenseurs des droits humains rassemblent, quotidiennement, des données sur les violences actuelles. Quelle tendance voyez-vous en les analysant ? La situation sécuritaire s'est progressivement envenimée dans le pays. La tendance en termes de nombre de victimes est ascendante et la crise s'étend de plus en plus sur l'ensemble du territoire burundais. Les positions des protagonistes sont radicalisées avec des risques réels d'un conflit sanglant à grande échelle, avec des dimensions régionales. Au niveau régional et international, les acteurs prennent cependant de plus en plus conscience du danger que représente le conflit burundais. Le terme de génocide est avancé par les autorités burundaises. Qu'en pensez-vous ? Suite à l'accord d'Arusha, la question ethnique au Burundi semblait avoir positivement évolué et les Burundais s'en étaient libérés. Malheureusement, le pouvoir actuel, en perte de tout argument pour justifier ses erreurs, agite cette menace. C'est une approche classique qui a toujours été activée par les acteurs politiques burundais en perte de légitimité et en érosion de soutien pour se créer des sympathies dans tel ou tel autre groupe ethnique. Si nous analysons la configuration de l'opposition radicale, sa force réside dans le fait qu'elle est composée de Hutus, de Tutsis et de Twas qui s'opposent à la violation de l'accord d'Arusha, un compromis sur lequel repose la stabilité à la fois politique et sociale des Burundais. Cependant, comme le prouve l'histoire récente de la région [le génocide des Tutsis au Rwanda, voisin, pays qui a des mêmes catégories ethniques que le Burundi], la manipulation des milices et de certains éléments des corps de sécurité risque de déboucher sur un génocide de nature politique : l'acharnement actuel contre les populations des quartiers dits contestataires du troisième mandat [du président Pierre Nkurunziza] ainsi que la chasse à toute personne s'opposant à la violation de la Constitution et de l'accord d'Arusha démontre une volonté réelle du pouvoir de commettre un génocide politique dont sont victimes les Tutsis, les Hutus et les Batwas du Nord comme ceux du Sud, de l'Est et de l'Ouest. Ces personnes, de différentes tendances ethniques, politiques, religieuses et régionales, ont pour seul trait commun le fait de s'être opposées à la violation de la Loi fondamentale et de l'accord d'Arusha pour la paix et la conciliation des Burundais. Qu'en pensez-vous ? La population burundaise aspire à la paix et fait preuve d'une maturité politique malgré la manipulation qui s'exerce sur elle. Dans un contexte d'insécurité généralisée, la seule voie pour redonner espoir. La Constitution et l'accord d'Arusha doivent rester les seuls cadres de négociation.

la paix et la stabilité politique. La communauté internationale doit se montrer plus que déterminée dans ses efforts pour accompagner les Burundais qui ne réclament que le respect des principes démocratiques, des droits et des libertés consacrés par différents traités et conventions auxquels le Burundi s'est engagé. La Fontaine-Isoko ne soutiendra jamais l'usage de la force par qui que ce soit pour résoudre le conflit burundais.